



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat  
Général**

**- Bureau des Achats Mutualisés de l'Administration Centrale MEFSIN (BAMAC-SAFI2C)**

Prestations d'expertises pour le compte de l'agence française anticorruption

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES**

Numéro de consultation : BAMAC\_2022\_144\_AFA

Article 1 -	IDENTIFICATION.....	4
Article 2 -	DEFINITIONS .....	4
Article 3 -	OBJET ET PERIMETRE ORGANIQUE DE L'ACCORD-CADRE.....	5
3.1	Objet de l'accord-cadre.....	5
3.2	Périmètre organique de l'accord-cadre.....	5
3.3	Limites à l'étendue de l'accord-cadre .....	6
Article 4 -	ALLOTISSEMENT .....	6
Article 5 -	FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE.....	6
Article 6 -	DUREE DE L'ACCORD-CADRE .....	6
6.1	Cadre général .....	6
6.1	Reconduction de l'accord-cadre.....	7
Article 7 -	LIEU D'EXECUTION .....	7
Article 8 -	DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	7
Article 9 -	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	7
9.1	Représentation des parties .....	7
9.2	Conditions d'exécution .....	8
9.3	Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance ....	10
9.4	Obligations du Titulaire .....	10
9.5	Notifications et échanges d'information .....	11
9.6	Résolution des conflits d'intérêts.....	11
9.7	Evaluations du Titulaire .....	12
9.8	Responsabilité du Titulaire .....	12
9.9	Considérations sociales.....	12
9.10	Considérations environnementales .....	12
9.11	Traitement de données à caractère personnel.....	13
9.12	Secret professionnel et Confidentialité .....	13
9.13	Constatation de l'exécution des prestations .....	14
9.14	Garantie.....	14
9.15	Pénalités.....	14
Article 10 -	REGIME FINANCIER .....	15
10.1	Forme et contenu des prix .....	15
10.2	Variation des prix .....	15
10.3	Avances .....	16
10.4	Modalités financières .....	16
Article 11 -	DISPOSITIONS DIVERSES .....	18
11.1	Echanges dématérialisés.....	18
11.2	Langue .....	18

11.3	Sous-traitance.....	18
11.4	Propriété intellectuelle .....	19
11.5	Assurances.....	19
11.6	Autres obligations administratives .....	20
11.7	Résiliation.....	20
11.8	Exécution aux frais et risques du Titulaire .....	21
11.9	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence .....	21
11.10	Différends.....	23
11.11	Litiges et contentieux .....	23
Article 12 -	DEROGATIONS AU CCAG.....	23
Article 13 -	CLAUSES TECHNIQUES .....	23
13.1	Définition des prestations de l'accord-cadre.....	23

## Article 1 - IDENTIFICATION

Le présent accord-cadre est porté par le Ministère de l'Économie, des Finances, et de la Souveraineté Industrielle et Numérique

Secrétariat général

Service des achats et des finances

Sous-direction de la gestion financière et des achats

Bureau des Achats Mutualités de l'Administration Centrale

139 rue de Bercy

75572

Paris

## Article 2 - DEFINITIONS

**Administrations de l'Etat** : administrations centrales, services déconcentrés, services à compétence nationale, autorités administratives indépendantes (AAI), autorités publiques indépendantes (API), opérateurs de l'Etat.

**Agence française anticorruption (AFA)** : le service à compétence nationale placé auprès du ministre de la Justice et du ministre en charge du Budget créé par l'article 1<sup>er</sup> de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, concerné par le présent marché public.

**Secrétariat général des ministères économiques et financiers** : structure commune aux différents ministères économiques et financiers exerçant des fonctions transversales, notamment des missions de pilotage ministériel des fonctions support et des missions de gestion des services centraux (ressources humaines, logistique, immobilier, informatique, achats ...), ci-après « le pouvoir adjudicateur ».

**Service bénéficiaire** : le ou les services de l'AFA qui bénéficient directement de la prestation commandée et qui sont identifiés comme tels dans la commande.

**Titulaire** : le prestataire cocontractant, experts, personnes ou autorités qualifiées, sur le fondement de l'accord-cadre, conclu avec un ou plusieurs opérateurs.

**Intervenant** : personnes physiques chargées par le Titulaire ou ses sous-traitants de réaliser la prestation.

**Accord-cadre** : le support contractuel sur la base duquel sont émis des bons de commandes ou conclus des marchés subséquents.

**Commande** : tout acte valant demande de réalisation de prestations par le Titulaire prenant la forme d'un bon de commande,

**Bon de commande** : l'acte pris par l'AFA sur la seule base de l'accord-cadre.

**Convention judiciaire d'intérêt public (CJIP)** : procédure prévue à l'article 22 de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 créant dans un nouvel article 41-1-2 du code de procédure pénale, un mécanisme procédural obligeant une personne morale (privée ou publique) mise en cause pour des faits de corruption, trafic d'influence, blanchiment de ces délits, fraude fiscale, et leur blanchiment ainsi que pour des infractions connexes et qui l'a accepté, de se soumettre, pour une durée maximale de trois ans et sous le contrôle de l'AFA, à un programme de mise en conformité destiné à s'assurer de l'existence et de la mise œuvre en son sein des mesures et procédures de prévention et détection de faits de corruption et de trafic d'influence définies au II de l'article 131-39-2 du code pénal.

**Peine de programme de mise en conformité (PPMC)** : peine prévue à l'article 18 de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 créant dans un nouvel article 131-39-2 du code pénal une peine permettant aux juridictions répressives de contraindre les personnes morales (privée ou publique) reconnues coupables de faits de corruption ou de trafic d'influence à se soumettre, pour une durée maximale de cinq ans et sous le contrôle de l'AFA, à un programme de mise en conformité destiné à s'assurer de l'existence et de la mise œuvre en leur sein des mesures et procédures de prévention et détection de faits de corruption et de trafic d'influence définies au II de l'article 131-39-2 du code pénal.

**Experts, personnes et autorités qualifiées** : dans le cadre de sa mission de contrôle, les articles 4 et 18 de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 prévoit que les agents de l'Agence française anticorruption peuvent avoir recours, à des experts et personnes ou autorités qualifiées afin de les assister dans la réalisation de leurs missions de contrôles définies aux 3° et 4° de l'article 3 de la loi précitée ou d'analyses juridiques, financières et comptables pour l'exécution de peines de mise en conformité (CJIP et PPMC) ; l'article 8 du décret n°2017-329 du 14 mars 2017 détermine les conditions dans lesquelles sont recrutés les experts et les personnes auxquels il est recouru par l'Agence française anticorruption ainsi que les règles déontologiques qui leur sont applicables.

**Frais** : les frais occasionnés par le recours par l'AFA à des experts, personnes ou autorités qualifiées sont supportés par la personne morale concernée. Ils sont par ailleurs plafonnés, à un montant fixé dans le présent accord-cadre et pour les CJIP dans la convention par les parquets, avec l'appui, le cas échéant, de l'AFA, et pour la peine de mise en conformité, au montant de l'amende encourue pour le délit au titre duquel cette peine est prononcée.

## Article 3 - OBJET ET PERIMETRE ORGANIQUE DE L'ACCORD-CADRE

### 3.1 *Objet de l'accord-cadre*

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations d'analyses juridiques, financières, comptables, informatiques, sectorielles, ainsi que d'audits de conformité, par des experts externes, auxquels l'AFA peut avoir recours pour l'assister dans l'exercice de ses missions de contrôle.

Conformément à l'article 4 ainsi qu'aux 3° et 4° de l'article 3 de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016, l'AFA peut recourir à des experts ou encore à des personnes ou autorités qualifiées dans le cadre des missions de contrôle relevant des articles 3 et 17 de cette loi ainsi que dans le cadre du contrôle de programmes de conformité ordonnés soit à la suite d'une convention judiciaire d'intérêt public (CJIP)<sup>1</sup> soit comme sanction d'un délit d'atteinte à la probité (peine de programme de mise en conformité – PPMC)<sup>2</sup>.

L'accord-cadre porte sur des prestations de Services

Code(s) CPV de la consultation : Valeur principale : 79212000 - Services d'audit.

### 3.2 *Périmètre organique de l'accord-cadre*

Le présent accord-cadre a vocation à satisfaire les besoins de la sous-direction du contrôle de l'AFA, chargée, en application de l'article 3 de l'arrêté du 14 mars 2017 relatif à l'organisation de l'Agence française anticorruption, d'exercer les attributions prévues aux 3° et 4° de l'article 3 et au III de l'article 17 de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016. Les services bénéficiaires susceptibles d'y recourir sont, au sein de la sous-direction du contrôle :

- le département du contrôle des acteurs économiques,
- le département du contrôle des acteurs publics.

Les textes portant organisation et attribution des missions des services sont disponibles à l'adresse électronique suivante : <https://www.economie.gouv.fr/afa/lagence>.

En cas de réorganisation de l'AFA ou de modification des textes portant attributions de ses services, ces évolutions sont opposables aux Titulaires sur simple ordre de service de l'AFA dès sa notification et sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant.

<sup>1</sup> Article 41-1-2 du code de procédure pénale.

<sup>2</sup> Article 131-39-2 du code pénal et article 764-44 du code de procédure pénale.

### 3.3 Limites à l'étendue de l'accord-cadre

L'AFA peut recourir aux services du Titulaire du présent accord-cadre en vue de la satisfaction de ses besoins d'expertises, dans la limite des prestations d'aide et d'assistance qui y sont prévues.

Pour chaque lot, si l'ensemble des Titulaires est en situation de conflit d'intérêts, l'AFA pourra avoir un recours exceptionnel, à titre ponctuel, à un support contractuel autre que le présent accord-cadre pour répondre à ses besoins d'assistance à expertise pour lesquels des compétences particulières sont requises.

## Article 4 - ALLOTISSEMENT

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

N°	Intitulés lots séparés
1	Expertise Audit Conformité
2	Expertise comptabilité privée
3	Expertise sectorielle
4	Expertise « Gestion publique et gestion des structures reconnues d'utilité publique »

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

## Article 5 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est multi-attributaires.

Le lot 1 prévoit 6 attributaires maximum

Le lot 2 prévoit 5 attributaires maximum

Le lot 3 prévoit 3 attributaires maximum

Le lot 4 prévoit 3 attributaires maximum

Le montant maximum du présent accord-cadre est fixé à un montant maximum de 29,9 M€ (soit pour le Lot 1 : 23 M€, le Lot 2 : 5 M€, le Lot 3 : 897 K€ et Lot 4 : 1 M€).

Le présent accord-cadre [ou le cas échéant le lot concerné] cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

## Article 6 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

### 6.1 Cadre général

Chaque lot est conclu pour la durée suivante :

Numéro de lot	Durée / délai du marché public
1	48 mois
2	48 mois
3	48 mois
4	48 mois

La durée de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification.

Les bons de commandes ne peuvent être émis que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Pour l'application de la Peine de programme de mise en conformité (PPMC), le délai d'exécution des bons de commande peut aller jusqu'à un an après la date d'échéance de l'accord-cadre.

## **6.1 Reconduction de l'accord-cadre**

L'accord-cadre ne fait l'objet d'aucune reconduction.

## **Article 7 - LIEU D'EXECUTION**

Les prestations s'exécutent dans les locaux du Titulaire, dans ceux de l'AFA, ainsi que dans ceux de l'entité contrôlée par l'AFA.

## **Article 8 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTR11) et son annexe financière :
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses 3 annexes (charte de déontologie, grille d'évaluation, et clause RGPD)
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé le 30 mars 2021
- L'offre technique du Titulaire
- Les bons de commande

## **Article 9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **9.1 Représentation des parties**

#### **9.1.1 Représentation de l'acheteur**

Pour le suivi général de l'accord-cadre et pour le suivi des commandes, l'AFA sera l'interlocuteur du titulaire. L'AFA communique au Titulaire les noms, coordonnées, notamment électroniques, et fonctions des interlocuteurs habilités à la représenter auprès du Titulaire pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre, ainsi que leurs attributions.

L'AFA peut modifier l'identité des interlocuteurs habilités à la représenter. Elle en informe le titulaire.

#### **9.1.2 Représentation du Titulaire**

Le Titulaire désigne en son sein un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Le Titulaire transmet au représentant de l'AFA, l'identité et les coordonnées de ces interlocuteurs dès réception de la notification de l'attribution du marché.

## **9.2 Conditions d'exécution**

### **9.2.1 Désignation et modification de la composition de l'équipe dédiée à la réalisation de la prestation**

Dès la notification de l'attribution du marché de l'accord-cadre, le Titulaire met en place une équipe dédiée à l'exécution du contrat, telle que prévue dans sa proposition technique. Cette équipe est soumise à l'approbation préalable écrite de l'acheteur. Elle est constituée de personnes liées au Titulaire par un contrat de travail, sauf sous-traitance dûment acceptée par l'acheteur.

Le Titulaire s'engage à prévenir l'AFA de toute modification envisagée, en cours d'exécution du marché public, dans la composition, de l'équipe dédiée, ou dans son organisation (rôles et attributions). Une telle modification doit préalablement faire l'objet d'une approbation écrite de l'AFA.

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander, par écrit, le remplacement d'un ou de plusieurs intervenants du Titulaire de l'équipe dédiée.

Le Titulaire procède alors au remplacement des intervenants de l'équipe dédiée dans le délai **de 15 jours** à compter de la demande ou de la proposition de remplacement. Ce remplacement est soumis à l'approbation préalable écrite de l'AFA.

Aucun changement dans la composition de l'équipe dédiée ne pourra donner lieu à une augmentation du montant des prestations.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, dans le cas où le Titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur par écrit. Dans les 15 jours suivants cette notification à l'acheteur, le Titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes.

Si l'acheteur s'oppose à la proposition du remplaçant, le Titulaire dispose d'un nouveau délai de 15 jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du Titulaire.

L'AFA se réserve le droit de refuser les remplaçants proposés par le Titulaire sans motiver sa décision.

### **9.2.2 Conditions d'émission et exécution des bons de commande**

#### **9.2.2.1 Principe et exceptions du tour de rôle**

Les conditions d'attribution, avant toute émission d'un bon de commande, sont réalisées selon la règle dite du « tour de rôle » où, pour chaque bon de commande, la détermination du choix du Titulaire s'effectue par roulement.

Pour chaque lot, la première commande est attribuée à celui des Titulaires le mieux classé dans le cadre de la mise en concurrence du présent accord-cadre.

Chaque bon de commande est ensuite attribué au Titulaire suivant, dans l'ordre de classement lors de l'attribution du lot considéré.

Les exceptions au tour de rôle sont les suivantes. Elles ne sont pas exclusives les unes des autres.

- La situation de conflit d'intérêts ou d'impossibilité légitime de réaliser la prestation (sur accord de l'AFA)

Si le Titulaire sollicité par l'AFA en fonction du tour de rôle, ou le cas échéant son sous-traitant, est en situation de conflit d'intérêts ou de risque de conflit d'intérêts, au sens de l'article 8 du décret n°2017-329 du 14 mars 2017 ou est dans d'impossibilité légitime d'exécuter la prestation, il communique par écrit, à l'AFA les motifs dans les meilleurs délais.



Sur décision de l'AFA constatant l'impossibilité, selon elle, pour le Titulaire (ou son sous-traitant) de réaliser la prestation, celui-ci passe son tour de rôle pour cette fois seulement et l'AFA fait alors appel au Titulaire suivant. Le Titulaire qui a passé son tour de rôle le retrouve pour le bon de commande suivant.

L'AFA peut solliciter les observations de l'entité objet du contrôle sur l'existence d'un tel conflit d'intérêts ou risque de conflit d'intérêts.

- Le droit de suite

Lorsque l'AFA commande, dans le cadre d'un même lot, une prestation qui fait directement suite à une prestation antérieure, objet d'un premier bon de commande, et dont elle considère que sa réalisation est difficilement séparable, ce bon de commande supplémentaire peut être dévolu au Titulaire de la prestation initiale, sans qu'il y ait lieu de prendre en compte la situation du tour de rôle et sans que cette attribution ne compte pour le tour de rôle en cours.

Le droit de suite s'exerce sans possibilité pour le Titulaire attributaire du bon de commande supplémentaire d'y renoncer, ni pour les autres Titulaires du lot de s'y opposer ou de prétendre à une indemnité.

- La suspension du tour de rôle pour manquement

Le Titulaire encourt une suspension du tour de rôle en cas de manquement à ses obligations contractuelles, sans préjudice des autres sanctions encourues.

Ainsi, il encourt, sauf cas de force majeure, la suspension d'un tour de rôle en cas de :

- retard dans la remise d'un précédent livrable compromettant le bon déroulement de la prestation ;
- absence non justifiée de participation à une réunion planifiée, une audience ;
- rejet d'un précédent livrable par l'AFA pour qualité insuffisante ou non-exécution d'une prestation.

### **9.2.2.2 Envoi du cahier des charges et devis précédant le bon de commande**

Lorsque l'AFA souhaite recourir aux services du Titulaire du présent accord-cadre en vue de la satisfaction de ses besoins d'expertises, elle transmet à ce dernier, par voie dématérialisée, un cahier des charges décrivant la nature des prestations à réaliser et lui demande un devis.

Le Titulaire dispose d'un délai maximum de 7 jours ouvrés à compter de cette demande pour envoyer, par voie dématérialisée, un devis à l'AFA.

Le devis doit comporter:

- l'intitulé de l'accord-cadre, son numéro du lot ;
- la ou les prestations envisagées ;
- l'estimation détaillée de la charge de travail, conformément à l'annexe financière ;
- le délai d'exécution, le cas échéant ;
- le montant HT, conformément à l'annexe financière ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant TTC, conformément à l'annexe financière.

Avant émission du bon de commande, le Titulaire précise l'identité des personnes susceptibles de participer à la réalisation de la mission (notamment les sous-traitants), le lieu d'exécution de la prestation et atteste que ni lui ni ces personnes ne sont en situation de conflit d'intérêts.

Une fois le devis accepté par l'AFA, un bon de commande est adressé au Titulaire pour l'exécution des prestations.

- Chaque bon de commande comporte les mentions suivantes :
  - ✓ Intitulé de l'accord-cadre et numéro du lot ;
  - ✓ Numéro d'engagement juridique ;
  - ✓ Libellé de la ou des prestations dont l'exécution est demandée, et référence de l'affaire ou du dossier ;

- ✓ intitulé de la prestation commandé (en référence à l'annexe financière) ;
- ✓ Référence du devis ;
- ✓ Indication du prix HT et TTC
- ✓ Adresse d'exécution des prestations;
- ✓ Le cas échéant, le délai d'exécution, ainsi que la date de commencement d'exécution si celle-ci est différée;

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser réception à date certaine.

Notamment, en cas de commandes transmises par messagerie, le Titulaire doit systématiquement envoyer par retour de mail un accusé de réception de la commande.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date de la réception par le Titulaire de sa notification.

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est adressé appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le Titulaire/les Titulaires est/sont mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou en cas de force majeure, l'acheteur peut prolonger le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le Titulaire/les Titulaires signale/signalent à l'acheteur au plus tard 15 jours suivant la réalisation de cet événement, et avant l'expiration du délai d'exécution fixé contractuellement, une demande de prolongation indique la durée de prolongation souhaitée.

L'acheteur dispose de 15 jours suivant la réception de cette demande pour notifier au prestataire sa réponse. La durée d'exécution de l'accord-cadre ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard **1 an** suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le Titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'au constat du service fait.

### **9.2.3 Pilotage**

Exigences relatives aux prestations

Le Titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié par l'AFA à compter du moment où ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre.

## **9.3 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance**

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

### **9.4 Obligations du Titulaire**

#### **9.4.1 Obligation de conseil**

Les Titulaires de l'accord-cadre sont tenus à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le Titulaire/les Titulaires ne respectent pas cette obligation, ils ne sauraient se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations, sur tout point lié à l'objet de l'accord-cadre qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, à la réduction des coûts.

Le Titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre.

## **9.4.2 Obligation d'information**

Le Titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

## **9.5 Notifications et échanges d'information**

### **9.5.1 Echanges d'informations**

L'AFA communique au Titulaire l'ensemble des éléments qu'elle estime utiles à la bonne exécution des prestations ou lui transmet toute information permettant d'y accéder. Cette transmission s'opère selon les modalités définies par l'AFA (notamment coffre-fort électronique, SOFIE, etc...).

Le Titulaire peut adresser à l'AFA des demandes de transmission complémentaire de documents. Toutefois, celle-ci se réserve le droit d'en demander les motifs ou de refuser cette communication, par une décision motivée, notamment pour des raisons de confidentialité ou si elle considère que cette demande n'est pas en rapport ou n'est pas nécessaire à la réalisation de la prestation commandée.

Le Titulaire ne peut se prévaloir d'une insuffisance d'informations pour se décharger de sa responsabilité, sauf à démontrer un lien suffisamment direct entre un refus de communication et un manquement de sa part.

Le Titulaire répond à toute demande d'information ou de transmission de documents en rapport avec l'exécution du présent contrat.

### **9.5.2 Réunions de travail**

Les réunions de travail visent à garantir la parfaite réalisation d'une expertise commandée par l'AFA. Elles sont organisées à la demande de l'AFA ou du Titulaire. Le Titulaire en assure le secrétariat et, si besoin, en rédige le compte-rendu dans les meilleurs délais. Les réunions se tiennent, en principe, dans les locaux de l'AFA, sans surcoût dans le cadre d'un prix unitaire par prestation.

## **9.6 Résolution des conflits d'intérêts**

Aucune personne ne peut procéder aux contrôles relatifs à une entité économique ou publique à l'égard de laquelle il détient ou a détenu un intérêt direct ou indirect.

Ni le Titulaire ni ses sous-traitants, ni les intervenants missionnés par le Titulaire pour exercer la prestation ne peuvent réaliser ou participer à la réalisation d'une mission de contrôle au sein d'une société ou d'un établissement mentionné aux articles 3, 4 et 17 de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 dans lequel lui-même ou, le cas échéant, une personne morale au sein de laquelle il a, au cours de trois années précédentes, exercé des fonctions ou détenu un mandat, a ou a eu un intérêt au cours de la même période.

En outre :

- si l'expert est avocat, le Titulaire ne peut être l'expert de l'AFA en cas de conflit d'intérêts au sens des règles déontologiques applicables à la profession d'avocat, dans les conditions du décret n° 2005-790 du 12 juillet 2005 relatif aux règles de déontologie de la profession d'avocat et du règlement intérieur national de la profession d'avocat ;
- si l'expert est comptable, le Titulaire ne peut être l'expert de l'AFA en cas de conflit d'intérêts au sens des règles déontologiques applicables aux professionnels de l'expertise comptable, dans les conditions du décret n° 2007-1387 du 27 septembre 2007 portant code de déontologie des professionnels de l'expertise comptable.

Quel que soit son statut, le Titulaire s'engage au moment de sa désignation à se conformer aux dispositions de l'article 8 du décret n°2017-329 du 14 mars 2017 relatif à l'Agence française anticorruption.

Afin de s'assurer du respect de ces conditions tant pour la personne morale et ses éventuels sous-traitants que pour les intervenants missionnés par le Titulaire comme membres de l'équipe, le Titulaire renvoie l'annexe 1 dument remplie avant émission du bon de commande.

Avant le début d'exécution de la prestation, puis pendant toute la durée d'exécution de la prestation, le Titulaire informe immédiatement l'AFA de tout conflit d'intérêts ou de risque de conflit d'intérêts se rapportant aux personnes morales et physiques visées ci-dessus.

Le Titulaire conduit les analyses nécessaires, conformément aux règles applicables à son activité et dans le respect de ses procédures internes, d'identification et de gestion des éventuels conflits d'intérêts. Il s'engage à maintenir, pendant la durée de ses obligations contractuelles, la mise en œuvre de telles procédures d'identification et de gestion des éventuels conflits d'intérêts en vue notamment de veiller au strict respect des dispositions du présent article et s'engage à les communiquer à l'AFA à sa demande et sans délai.

Si l'AFA estime que la situation dont elle est ainsi informée par le Titulaire est incompatible avec la mission, le Titulaire ne peut réaliser la prestation.

Lorsqu'un conflit d'intérêts, non déclaré avant le début d'exécution de la mission mais existant à cette date, est constaté en cours d'exécution de la commande, celle-ci est résiliée sans paiement des prestations éventuellement déjà réalisées, dans les conditions du présent document.

Ces règles obligent le Titulaire pendant l'exécution du contrat ou d'une commande en résultant, et pendant les trente-six (36) mois suivant son terme. Elles s'appliquent aussi bien au Titulaire exerçant à titre individuel, qu'à celui exerçant en groupement ; dans ce dernier cas, elle s'applique au groupement et à ses membres.

## **9.7      *Evaluations du Titulaire***

A l'issue de l'exécution de chaque bon de commande, le Titulaire est évalué par l'administration commanditaire conformément à la grille d'évaluation annexée au CCP du présent accord-cadre, sur l'ensemble des prestations ayant fait l'objet du bon de commande. L'évaluation est transmise au RPA par l'administration commanditaire au plus tard un mois après la fin de la mission.

Il est porté à la connaissance des Titulaires que ces évaluations pourront faire l'objet d'une publication, sans préjudice du secret en matière industrielle et commerciale, du secret de la vie privée et du secret des affaires.).

## **9.8      *Responsabilité du Titulaire***

Le Titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le Titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

## **9.9      *Considérations sociales***

Le présent accord-cadre ne comprend pas de considérations sociales.

## **9.10     *Considérations environnementales***

Le Titulaire devra mettre en œuvre une démarche éco-responsable dans l'exécution de ses prestations par le biais des actions suivantes :

- Dématérialisation des livrables
- Démarche numérique vert : limiter la taille des pièces jointes, privilégier les échanges téléphoniques aux visioconférences
- Privilégier l'utilisation des transports en commun ou de véhicules électriques.

## **9.11      *Traitement de données à caractère personnel***

« Les stipulations des articles 5.2 et 14.2 alinéa 1er du C.C.A.G. P.I s'appliquent au présent Accord-cadre. En complément de ces stipulations, le Titulaire s'engage à respecter les stipulations de l'annexe Traitement de données personnelles jointe au présent CCP qui fournit le cadre contractuel applicable entre l'AFA, agissant comme Responsable de Traitement opérationnel et le Prestataire agissant comme sous-traitant au sens de la législation et réglementation en vigueur. »

## **9.12      *Secret professionnel et Confidentialité***

Pour l'exécution du présent accord-cadre, toute personne qui concourt à l'accomplissement des missions confiées au Titulaire, ou à son sous- traitant, qu'il s'agisse des personnes morales ou des personnes physiques, est soumise, outre ses obligations de confidentialités définies par l'article 5 du CCAG-PI, au secret professionnel conformément aux dispositions de l'alinéa 3 de l'article 4 de la loi 2016-1691 du 9 décembre 2016) ainsi qu'à une obligation de discrétion, y compris après l'expiration du contrat.

En application de l'article 226-13 du code pénal, la révélation d'une information à caractère secret par une personne qui en est dépositaire soit par état ou par profession, soit en raison d'une fonction ou d'une mission temporaire, est punie d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende.

Le Titulaire s'engage à respecter et à faire respecter par ses employés, associés, collaborateurs, et éventuels sous-traitants agréés par l'AFA, ce secret professionnel portant notamment sur tous faits, informations, études et autres documents qu'il serait amené à détenir ou à connaître dans le cadre de l'exécution des missions qui lui sont confiées sur le fondement du présent contrat.

Le Titulaire ne peut en aucun cas communiquer des documents ou informations à des tiers ou collaborateurs s'en y avoir été expressément et préalablement autorisé par l'AFA, y compris après l'expiration du contrat.

En particulier, le Titulaire ne peut divulguer aucune information, sur réquisition d'un juge étranger ou autorité étrangère sans l'accord express et préalable de l'AFA conformément aux dispositions de la loi n°68-678 du 26 juillet 1968 (modifiée en 2022) dite « loi de blocage ».

Le Titulaire ne peut se livrer même après expiration du contrat à aucun commentaire public, par oral ou écrit, sur les dossiers et affaires qui lui sont confiés, sans autorisation écrite préalable de l'AFA.

En outre, le Titulaire s'engage à respecter les conditions de confidentialités particulières le cas échéant définies par l'AFA.

Le Titulaire doit prendre toute disposition pour assurer la conservation et la protection des informations, pièces, documents, courriels qui lui sont transmis dans le cadre de sa mission pour l'AFA, qui revêtent un caractère secret. Il doit veiller à ce que ces éléments ne soient transmis et accessibles qu'aux seuls membres de son équipe telle qu'agréée par l'AFA. En particulier, il s'engage à définir des profils d'habilitation dans les systèmes d'informations internes afin de limiter l'accès des utilisateurs aux seuls données strictement nécessaires à l'accomplissement de leurs missions.

En outre, le Titulaire doit être en mesure de pouvoir justifier auprès de l'AFA qu'il a mis en œuvre les mesures appropriées de protection des outils et des locaux les abritant contre les intrusions, les sinistres et autres incidents.

En cas de détention de documents électroniques, le Titulaire doit veiller à prendre toute mesure contre les intrusions et les applications hostiles.

Les données collectées dans le cadre de la mission doivent être hébergées sur un serveur situé dans l'Union Européenne.

Dans tous les cas, le Titulaire doit informer sans délai l'AFA de tout incident conduisant notamment au

transfert des informations collectées ou reçues dans le cadre de l'exécution de sa mission sur un serveur hors union européenne, de toute disparition ainsi que de tout incident pouvant entraîner une violation du secret attaché aux faits, informations, études et autres documents qu'il serait amené à détenir ou à connaître dans le cadre de l'exécution des missions qui lui sont confiées sur le fondement du présent contrat.

A l'issue de la mission ou en cas de cessation anticipée du contrat pour quelque cause que ce soit, les informations et l'ensemble des documents reçus par le Titulaire devront être restitués, sans délai à la demande de l'AFA.

Le Titulaire s'engage à ne conserver aucune copie des documents restitués sur quelque support que ce soit. En cas de non-respect des obligations ci-dessus mentionnées, le Titulaire, outre des poursuites pénales diligentées par l'AFA, s'expose à la résiliation de l'accord-cadre à ses torts exclusifs.

Afin de se prémunir contre toute insuffisance de protection du lieu d'exécution, l'acheteur peut à tout moment effectuer ou faire effectuer un audit de sécurité auprès d'un ou plusieurs Titulaires (ou de leurs sous-traitants) afin de s'assurer de la prise en compte effective du niveau de sécurité requis par eux. Les Titulaires doivent être informés quinze jours à l'avance de cet audit (date, modalités de mise en œuvre). Ce contrôle peut durer pendant une période de six mois au-delà de la résiliation ou de la fin de l'accord-cadre, afin de vérifier que l'ancien Titulaire a pris que les dispositions en matière de destruction des données ont été respectées (en application de l'article 31 du CCAG-PI).

L'AFA se laisse la possibilité, notamment en cas d'alerte sur ce sujet de demander au Titulaire de justifier les modalités qu'il a mises en œuvre pour assurer la conservation et la sécurité des données à caractère secret détenues par le Titulaire dans le cadre de sa mission.

## **9.13      *Constatation de l'exécution des prestations***

### **9.13.1    Contrôle**

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG de référence.

### **9.13.2    Opérations de vérification**

Par dérogation à l'article 26.2 du CCAG-PI, le délai de vérification et de notification de la décision de l'AFA est de un (1) mois.

### **9.13.3    Décisions après vérification**

Par dérogation à l'article 27 du CCAG-PI, la décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet est prise dans le délai précité.

## **9.14      *Garantie***

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG de référence.

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

## **9.15      *Pénalités***

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du Titulaire.

### **9.15.1 Pénalités de retard**

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le Titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours à compter du premier jour de retard constaté. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le retard concerné ainsi que le délai imparti au Titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du Titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le Titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Pénalités de retard :

Par dérogation au CCAG-PI, en cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le Titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 500$$

Dans laquelle

P = le montant de la pénalité en EUR HT

R = nombre de jours calendaires de retard

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à ce qui précède, lorsque le retard rend sans objet la prestation confiée, le Titulaire encourt une pénalité de cinq cents (500) euros, sans préjudice d'une éventuelle action en réparation de l'AFA.

### **9.15.2 Pénalités liées à l'exécution des prestations**

L'absence de participation injustifiée à une réunion planifiée est sanctionnée par une pénalité forfaitaire de cinq cents (500) euros.

Par dérogation au CCAG-PI, les pénalités sont dues quel qu'en soit le montant.

## **Article 10 - REGIME FINANCIER**

### **10.1 *Forme et contenu des prix***

Les prix unitaires de chaque lot figurent dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement. Sauf stipulation contraire, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement les prestations et les livrables (y compris les droits transférés) ainsi que toutes les charges directes et indirectes utiles à la réalisation des prestations (notamment les frais de déplacements) et emportent engagement du Titulaire de les réaliser sans supplément de coût pour l'AFA.

Par ailleurs, le temps de déplacement ne peut être facturé.

### **10.2 *Variation des prix***

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois Mo correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Les prix initiaux du présent accord-cadre, tels qu'ils figurent dans l'annexe financière à l'acte d'engagement sont les prix pour la première année.

A chaque reconduction, ils sont révisés à la date anniversaire de la notification par application de la formule décrite ci-dessous.

$P = P_o \times \text{Syn} / \text{Syno}$  Dans laquelle :

Po = prix initial indiqué dans l'annexe à l'acte d'engagement, Syno = indice syntec du mois de remise des offres,

Syn = est la dernière valeur de ce même indice disponible le mois de la révision.

### **10.3 Avances**

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 20 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

### **10.4 Modalités financières**

#### **10.4.1 Répartition des paiements**

Un acompte correspondant à 40 % du montant de chaque bon de commande d'un montant supérieur à 10 000 € HT est versé au Titulaire à mi-mission (telle que définie à l'article 13 du C.C.P) après constatation du service fait. Le solde sera versé après transmission du rapport définitif.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

#### **10.4.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire**

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Les comptables assignataires compétents sont :

- les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels (CBCM) rattachés aux ministères pour les dépenses relevant des ordonnateurs principaux

- les comptables assignataires visés par les arrêtés suivants pour les dépenses relevant des ordonnateurs secondaires :

- arrêté du 23 décembre 2019 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'Etat ;

- arrêté du 21 décembre 2018 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires du ministère de la défense.

Ces arrêtés peuvent faire l'objet d'une mise à jour annuelle et sont publiés au Journal officiel de la République française JORF.

#### **10.4.3 Intérêts moratoires**

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours pour l'Etat et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.



Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

#### **10.4.4 Modalités de facturation**

Le paiement est effectué sur demande du Titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du Titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Les factures comportent les mentions obligatoires, conformément à l'article 242 nonies A de l'annexe II du code général des impôts et au décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Les factures comportent notamment les mentions suivantes :

- le nom, le n° de SIRET et l'adresse du Titulaire ;
- son numéro de compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement ;
- le numéro du marché et sa date de notification ;
- le numéro du bon de commande ;
- la description des prestations faisant l'objet de la facture ;
- le prix total hors taxes ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant TTC ;
- la date de la facture.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le Titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

##### **1) Mode portail :**

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de :

- soit de déposer ses factures sur le portail ;
- soit de saisir directement ses factures ;

##### **2) Mode service ou API (Application Programming Interface)**

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

### 3) **Mode EDI** (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

**Préalables techniques et réglementaires** : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le Titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le Titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

## Article 11 - DISPOSITIONS DIVERSES

### 11.1 **Echanges dématérialisés**

L'acheteur notifie au Titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent par messagerie électronique.

### 11.2 **Langue**

Tous les documents remis par le Titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le Titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

### 11.3 **Sous-traitance**

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. Les éventuels sous-traitants sont tenus aux mêmes obligations que le titulaire.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le Titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics> ).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Il doit en outre justifier auprès de l'AFA préalablement à son agrément de son absence de conflit d'intérêts.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le Titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

## **11.4 Propriété intellectuelle**

Dans le cadre du présent accord-cadre, et par dérogation au CCAG de référence, l'ensemble des livrables, créations et réalisations produites par le Titulaire, ainsi que toute production associée, font l'objet d'une cession à titre exclusif pour le compte de l'AFA.

Les droits sont transférés, à titre exclusif, à l'AFA le sont sur tout territoire, pour une durée équivalente à celle du droit d'auteur, telle que prévue à l'[article L123-1](#) du code de la propriété intellectuelle, et pour tout mode d'exploitation matériel ou immatériel, sans supplément de prix. Les droits transférés le sont pour toute destination, quelle qu'elle soit.

Ces droits comprennent les droits d'utilisation, de reproduction, d'adaptation, de représentation et d'exploitation des résultats en tout ou partie, comme précisé ci-après :

- ❖ le droit d'utilisation est le droit d'utiliser les documents et études pour tous usages, à quelque titre que ce soit ;
- ❖ le droit de reproduction comporte notamment le droit de stocker les documents et études sur tout support, le droit de reproduire ou de faire reproduire les documents et études, par tous moyens et sur tout support connu ou inconnu, actuel ou futur, notamment CD-Rom et CD-I, DVD-Rom, console, téléphone portable (GSM, DCS, WAP, UMTS), ou tout autre support papier, analogique, négatif, optique informatique ou électronique, ainsi que pour tous réseaux de télécommunication actuels ou futurs, tels que l'Internet ;
- ❖ le droit d'adaptation comprend le droit de corriger les erreurs, le droit d'établir toute version, en langue française et étrangère et en tout langage notamment informatique de tout ou partie des documents et études et plus généralement le droit de traduction, d'arrangement, de modification, d'adaptation, de transformation en tout ou partie et sous forme écrite, orale télématique, numérique etc. des résultats aux fins de tous types d'utilisation et/ou d'exploitation ;
- ❖ le droit de représentation comporte notamment le droit de représenter ou de faire représenter publiquement les documents et études ou leurs exploitations secondaires par tous procédés connus ou inconnus à ce jour, à savoir la diffusion, la communication par voie analogique et/ou numérique sur tous réseaux informatiques de télécommunications ouverts et/ou privés, nationaux et/ou internationaux, dans les circuits de diffusion spécialisés ou grand public ;
- ❖ le droit d'exploitation comporte notamment le droit d'exploiter, directement et/ou d'accorder à des tiers, tant en France, qu'à l'étranger par voie de cession ou de concession, exclusive ou simple, transférable ou non, à titre gratuit ou onéreux, les droits d'utilisation, de reproduction, de représentation et/ou d'exploitation des documents et études. Par dérogation à l'article 23.6 du CCAG-PI, les éventuelles connaissances antérieures sont identifiées lors de chaque commande.

Par dérogation au CCAG-PI, le Titulaire ne peut en aucune manière publier les résultats du présent accord-cadre. Il peut faire référence à l'accord cadre mais ne peut le faire concernant les commandes qui lui sont confiées que sur accord de l'AFA.

## **11.5 Assurances**

Le Titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le Titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels

engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le Titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le Titulaire.

## **11.6 Autres obligations administratives**

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le Titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le Titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le Titulaire à l'adresse suivante : [safi.bamac@finances.gouv.fr](mailto:safi.bamac@finances.gouv.fr)

Si le Titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le Titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

## **11.7 Résiliation**

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le Titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant estimatif hors taxes de l'accord-cadre indiqué à l'avis d'appel à la concurrence, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de **5%**.

### **11.7.1 Résiliation pour faute**

Constitue une faute grave justifiant la résiliation du contrat le non- respect par le titulaire, ou ses employés, associés, collaborateurs, et éventuels sous-traitants agréés par l'AFA de ses obligations contractuelles, notamment relatives au respect du secret professionnel, à la confidentialité, à la prévention des conflits d'intérêts, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation

L'AFA peut, en outre, également résilier l'accord cadre pour faute lorsque:

- le Titulaire exécute insuffisamment correctement ses prestations de sorte que la bonne exécution de l'accord cadre ne peut être garantie ;
- le Titulaire ou ses employés, associés, collaborateurs, et éventuels sous-traitants agréés par l'AFA, par son comportement, met en cause, directement ou indirectement, la crédibilité de l'AFA ;
- le Titulaire ou ses employés, associés, collaborateurs, et éventuels sous-traitants agréés par l'AFA ne respecte pas ses obligations de confidentialité telles que définies à l'article 9.10 ;
- le Titulaire ou ses employés, associés, collaborateurs, et éventuels sous-traitants agréés par l'AFA ne respecte pas ses obligations de résolution de conflits d'intérêt et de probité de l'article 9.5 du présent document ;
- le Titulaire n'a pas produit un document demandé dans le cadre de l'article 3.1 du présent document ou a remis un document inexact ;

Indépendamment de son éventuelle mise en demeure, le Titulaire doit, sauf résiliation pour motif d'intérêt général, être mis en mesure de présenter ses observations préalablement à la décision de notification dans un délai fixé par le pouvoir adjudicateur mais qui ne peut excéder quinze (15) jours.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI et par dérogation à l'article 41.4.2 du CCAG-PI, le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité fondée sur la seule résiliation.

En cas de décès, d'incapacité civile du Titulaire désigné nommément, la résiliation du marché public est prononcée, sauf si le pouvoir adjudicateur accepte la continuation du contrat par les associés ou collaborateurs du Titulaire. La résiliation ainsi prononcée prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Ces stipulations s'appliquent également en cas de retrait du Titulaire de la vie professionnelle.

## **11.8 Exécution aux frais et risques du Titulaire**

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du Titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

## **11.9 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence**

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du Titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombent, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du Titulaire

Si le Titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du Titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du Titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard,

nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le Titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur.

L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du Titulaire si l'acheteur a accepté la suspension.

Le Titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le Titulaire. Le Titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants (Ex : exercice du droit de retrait par les salariés - art. L. 4531-1 C. travail -, adaptation des conditions de travail à la situation sanitaire), ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du Titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

### Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le Titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le Titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du Titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties.

Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le Titulaire pendant la période de suspension.

### Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le Titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le Titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le Titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

### Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une

indemnisation du Titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le Titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties.

Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le Titulaire et évaluation du montant demandé);
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf. article « Echanges dématérialisés »).

### **11.10 Différends**

L'acheteur et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le Titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

### **11.11 Litiges et contentieux**

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Paris.

## **Article 12 - DEROGATIONS AU CCAG**

Dans le présent CCP, on fait l'objet d'une dérogation aux articles du CCAG-PI :

- 9.2.1 Remplacement des intervenants ;
- 9.4.2 Forme des notifications et des échanges d'informations ;
- 9.12.2 Opérations de vérification ;
- 9.12.3 Décisions après vérification ;
- 9.14.1 Pénalités de retard ;
- 9.14.2 Pénalités liées à l'exécution des prestations ;
- 11.4 Propriété intellectuelle ;
- 11.7 Résiliation.

## **Article 13 - CLAUSES TECHNIQUES**

### **13.1 Définition des prestations de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre a pour objet l'assistance de l'Agence française anticorruption, au moyen d'expertises, par la réalisation d'analyses juridiques, financières, fiscales et comptables au cours :

- de ses missions de contrôle du respect des mesures et procédures mentionnées aux articles 3,3° et 17 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016,
- du suivi de l'exécution des décisions d'injonction de mise en conformité rendues par la commission des sanctions en application de l'article 17, V de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016,

- du contrôle de l'exécution des programmes de mise en conformité destinés à s'assurer de l'existence et de la mise œuvre des mesures et procédures de prévention et détection de faits de corruption et de trafic d'influence dans le cadre de l'exécution des mesures judiciaires. Ces mesures sont les conventions judiciaires d'intérêt public (art.41-1.2 du code de procédure pénale) et les peines de programme de mise en conformité (art. 131-39-2 du code pénal).

Les opérations de contrôle au cours desquelles l'AFA peut avoir recours à des expertises sont décrites en annexe.

### **13.1.1 EXPERTISE AUDIT CONFORMITE (ACO) (Lot 1)**

#### **Description :**

A la demande de l'AFA, le Titulaire devra, par ses analyses, éclairer l'AFA dans l'exercice de ses missions de contrôle de la mise en œuvre des mesures et procédures visées à l'article 17 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 et celles du contrôle de l'exécution des mesures judiciaires rappelées à l'article 1 du présent accord-cadre. Ces analyses tiendront compte des recommandations de l'AFA publiées au journal officiel du 12 janvier 2021 (JORF n°0010 du 12 janvier 2021).

Dans ce cadre, le Titulaire peut se voir confier selon les besoins de l'AFA une mission d'analyse portant sur une ou plusieurs éléments du dispositif de prévention de la corruption, à l'exception des contrôles comptables qui font l'objet d'un lot distinct. Le périmètre de la prestation à réaliser, sa durée prévisionnelle et le format de restitution lui seront indiqués dans le cahier des charges qui lui sera transmis avant toute commande, comme indiqué comme 9.2.2 « *Conditions d'émission et exécution des bons de commande* » ci-dessus.

#### **Livable :**

Le Titulaire réalise a minima 3 réunions d'étape avec l'AFA au début de la mission (cadrage précis de son intervention), à mi-mission (point d'avancement des travaux) et en fin de mission (validation du projet d'expertise du Titulaire).

A la suite de cette dernière réunion, le Titulaire remet un rapport présentant ses conclusions. L'AFA peut demander une restitution orale dans ses locaux.

### **13.1.2 EXPERTISE COMPTABILITE PRIVEE (COM) (LOT 2)**

#### **Description :**

A la demande de l'AFA, le Titulaire devra, par ses analyses, aider l'AFA à :

- analyser le dispositif général de contrôles comptables de l'entité contrôlée en précisant notamment quels sont les services en charge de ces contrôles (ou associés), les moyens mis en œuvre et les modalités de contrôle (fréquence, périmètre, contenus, séparations des tâches, double validation, traitement des anomalies, la gestion des habilitations, les échanges entre systèmes d'informations divers au sein de l'entité, la sécurité du dispositif, les mesures visant à préserver son intégrité, ...) ;
- recueillir et analyser tous les éléments témoignant d'une intégration, au sein des contrôles comptables de 1<sup>er</sup> niveau de points de contrôle spécifiquement destinés à s'assurer que la comptabilité n'est pas utilisée pour dissimuler des faits de corruption ou de trafic d'influence, en précisant notamment quels sont les services en charge de ces contrôles (ou associés), les moyens, les modalités (fréquence, périmètre, contenus spécifiques), les résultats et les suites des contrôles (plans d'action associés...) ;
- recueillir et analyser au sein des contrôles comptables de 2<sup>ème</sup> niveau, les points de contrôle relatifs aux contrôles comptables de 1<sup>er</sup> niveau spécifiquement destinés à s'assurer que la comptabilité n'est pas utilisée pour dissimuler des faits de corruption ou de trafic d'influence, en précisant notamment quels sont les services en charge de ces contrôles (ou associés), les moyens et les modalités (fréquence, périmètre, contenus spécifiques), les résultats et les suites



des contrôles (plans d'action associés...).

- recueillir et analyser les éléments témoignant d'une intégration, au sein des audits comptables, de points relatifs aux contrôles comptables spécifiquement destinés à s'assurer que la comptabilité n'est pas utilisée pour dissimuler des faits de corruption ou de trafic d'influence, en précisant notamment quels sont les services en charge (ou associés), les moyens et les modalités (fréquence, périmètre, contenus spécifiques), les résultats et les suites des audits (plans d'action associés...).
- analyser les systèmes d'information attachés aux processus d'enregistrement comptable en précisant notamment les modalités d'ajout, modification, suppression, de traçabilité des opérations, de suivi des écritures manuelles, de validation, des contrôles automatisés ainsi que les systèmes bloquant éventuels et autres dispositifs d'habilitation.

**Livrable :**

Le Titulaire réalise a minima 3 réunions d'étape avec l'AFA, au début de la mission (cadrage précis de son intervention), à mi-mission (point d'avancement des travaux) et enfin de mission (validation du projet d'expertise du Titulaire).

A la suite de cette dernière réunion, le Titulaire remet un rapport d'expertise, qui précise les éléments attendus et définis en début de mission par l'AFA. L'AFA peut demander une restitution orale dans ses locaux. L'AFA peut demander une restitution orale dans ses locaux.

### **13.1.3 EXPERTISE SECTORIELLE (SEC) (LOT 3)**

**Description :**

A la demande de l'AFA, le Titulaire pourra être chargé :

- d'analyser un modèle économique en vigueur dans un secteur économique donné ;
- de présenter une monographie d'un acteur privé ou public ou d'une catégorie homogène d'acteurs, en veillant notamment à décrire sa gouvernance, son organisation et son positionnement ;
- de décrire les principaux tiers (clients, intermédiaires, fournisseurs de premier rang, etc.) d'un acteur privé ou public donné ;
- d'évaluer les zones de risque d'atteintes à la probité d'un acteur privé ou public donné ;

**Livrable :**

Le Titulaire réalise a minima 3 réunions d'étape avec l'AFA, au début de la mission (cadrage précis de son intervention), à mi-mission (point d'avancement des travaux) et en fin de mission (validation du projet d'expertise du Titulaire).

A la suite de cette dernière réunion, le Titulaire remet un rapport présentant ses conclusions et pointant le cas échéant les éléments d'attention spécifique à l'acteur ou au secteur considéré tel que défini en début de mission. L'AFA peut demander une restitution orale dans ses locaux.

### **13.1.4 EXPERTISE « GESTION PUBLIQUE ET GESTION DES STRUCTURES RECONNUES D'UTILITE PUBLIQUE » (GESTPU) (LOT 4)**

**Description :**

A la demande de l'AFA, le Titulaire s'assurera que l'entité contrôlée a défini, des mesures et procédures permettant de prévenir et de détecter les atteintes à la probité (favoritisme, prise illégale d'intérêt, corruption, trafic d'influence, concussion, détournement de fonds publics).

Dans ce cadre, il s'agira de décrire les processus de la gestion publique (notamment ceux de la commande publique, gestion comptable et financière, urbanisme, gestion des ressources humaines, domai-

nialité publique, gestion et paiement des prestations sociales) pour les entités assujetties au 3° de l'article 3 de la loi du 9 décembre 20163.

A la demande de l'AFA, le Titulaire pourra, par son expertise, aider l'équipe de contrôle de l'AFA en :

- analysant le bon respect, par l'entité contrôlée, des dispositions législatives et réglementaires auxquelles l'entité contrôlée est soumise ;
- analysant la mise en œuvre concrète, réelle et efficace des mesures et procédures déployées par l'entité contrôlée en son sein et dans les entités sur lesquelles elles exercent un contrôle ;
- analysant les risques d'atteintes à la probité induits par l'organisation et le fonctionnement des services chargés de processus ;
- analysant la pertinence de la politique de contrôle de l'entité contrôlée (contrôle de premier niveau, contrôles de second niveau, audit) ;

Le Titulaire se référera aux recommandations de l'AFA, en vigueur au moment de la prestation pour réaliser ses travaux.

**Livrable :**

Le Titulaire réalise a minima 3 réunions d'étape avec l'AFA, au début de la mission (cadrage précis de son intervention), à mi-mission (point d'avancement des travaux) et en fin de mission (validation du projet d'expertise du Titulaire).

A la suite de cette dernière réunion, le Titulaire remet un rapport qui précise les éléments attendues et définis en début de mission. L'AFA peut demander une restitution orale dans ses locaux.

---

<sup>3</sup> Le Titulaire se réfère à la « fiche périmètre » disponible sur le site internet de l'AFA afin d'identifier les catégories juridiques d'entités contrôlées par la sous-direction du contrôle.

